

Agence d'Angoulême
77, avenue Maryse Bastié
16340 L'ISLE D'ESPAGNAC
Tel 05 45 70 36 88
angouleme@alpes-contrôles.fr

Référence : 160S251M PGC - PGC 1
Date d'édition : 15/12/2025
Rapport comportant : 33 pages

PGC

Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé

Catégorie 2

OPERATION
SOYAUX RENOVATION ENERGETIQUE BATIMENT A & D CDFIP SOYAUX 16800 SOYAUX
Maître d'ouvrage
DIRECTION DEPARTEMENTALE FINANCES PUBLIQUES CHARENTE 3 RUE PIERRE LABACHOT 16000 ANGOULEME

Le coordonnateur SPS
Maxime BAUDRY



LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	15/12/2025	BAUDRY Maxime		

Diffusion :

Diffusion	DIRECTION DEPARTEMENTALE FINANCES		
	PUBLIQUES CHARENTE		
	Monsieur PARIS Jean Georges	Maître d'ouvrage	jean-georges@dgfip.finances.gouv.fr
	VBE ingenierie	Maître d'oeuvre VBE	
		INGENIERIE	
	Monsieur VIEUGUE Geoffrey		geoffrey.vieugue@vbei.fr

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	1 page
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	1 page
4.	PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS	1 page
5.	MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	27 pages

1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
 - ▶ Les chapitres 4 et suivants
 - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- Offre de contrat retournée signée par le Maître d'ouvrage le 01/08/2025.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Description succincte

Nom de l'opération :	SOYAUX RENOVATION ENERGETIQUE BATIMENT A & D CDFIP
Adresse :	SOYAUX 16800 - SOYAUX
Type d'ouvrage :	SOYAUX RENOVATION ENERGETIQUE BATIMENT A & D
Type de toiture :	Toitures terrasses
Nombre de niveaux :	4

2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Dossiers de plans	Date
PLANS DES FACADES	
Pieces écrites	Date
CDFIP_SOYAUX_AVP_CCTP_LOT01_ISOLATION PAR L'EXTERIEUR-1	
CDFIP_SOYAUX_AVP_CCTP_LOT02_MENUISERIES EXTERIEURES-1	
CDFIP_SOYAUX_AVP_CCTP_LOT03_AMENAGEMENT INTERIEUR	
CDFIP_SOYAUX_AVP_CCTP_LOT04_LOTS TECHNIQUES	
Autre	Date
AMI_TRAV 160B250S-001 DGFIP SOYAUX	

2.3 Informations administratives sur l'opération

2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie **2**.

2.3.2 Déclaration préalable

Elle doit être transmise aux organismes de prévention par le Maître d'ouvrage.

2.3.3 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie **2**, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

Le montant des travaux de l'opération étant supérieur à 760.000,00 €, celle-ci est soumise à l'obligation de réalisation de V.R.D. préalables (décret 2001-384 du 30/04/2001).

2.3.4 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 5 personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : 10 personnes

2.4 Informations sur le planning de l'opération

2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE
- La durée d'exécution des travaux est de : 12 mois de travaux

3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage	DIRECTION DEPARTEMENTALE FINANCES PUBLIQUES CHARENTE	3 RUE PIERRE LABACHOT 16000 ANGOULEME Tel : 05-45-94-37-00
Maître d'oeuvre VBE INGENIERIE	VBE ingenierie	Le HQ Tours 1 impasse du palais 37000 Tours
ALPES CONTROLES CSPS	ALPES CONTROLES ANGOULEME	77 avenue Maryse bastié 16340 L'Isle d'Espagnac angouleme@alpes-controles.fr

3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
OPPBTP	OPPBTP 87	4 rue Marcel Pagnol 87000 LIMOGES Tel : 05 55 37 51 29 Fax : 0555538414 nouvelleaquitaine@oppbtp.fr
CARSAT	CARSAT16	37 Avenue du Président René Coty 87000 LIMOGES limogessecretariatsecteursarp@carsat-centreouest.fr
Inspection du travail	DDETS16	Cité administrative - Bâtiment A 4 rue Raymond Poincaré 16001 ANGOULEME Tel : 05 16 16 62 00 Fax : 05 16 16 62 43 ddetspp-uc@charente.gouv.fr

3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 01 - ISOLATION EXTERIEUR		
Lot 02 - MENUISERIES EXT		
Lot 03 - AMENAGEMENT INTERIEUR		
Lot - LOTS TECHNIQUES		

4. PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS

Les chapitres suivants du présent document décriront les sujétions en matière de mise en oeuvre des dispositions de sécurité, celles-ci seront réparties suivant les modalités ci-après :

Par intervenant :

Abréviation	Corps d'état	Lot(s) concerné(s)
EL	Electricité courants forts	Lot - LOTS TECHNIQUES
PB	Plomberie CVC	Lot - LOTS TECHNIQUES
MEX	Menuiseries Extérieures	Lot 02 - MENUISERIES EXT
AMINT	Aménagement intérieur	Lot 03 - AMENAGEMENT INTERIEUR
ITE	Isolation thermique extérieure	Lot 01 - ISOLATION EXTERIEUR
MO	Maîtrise d'Ouvrage	Maître d'ouvrage - DIRECTION DEPARTEMENTALE FINANCES PUBLIQUES CHARENTE
MOE	Maîtrise d'Oeuvre	Maître d'oeuvre VBE INGENIERIE - VBE ingenierie
CSPS	Coordonnateur sécurité et protection de la santé	ALPES CONTROLES CSPS - ALPES CONTROLES ANGOULEME

EC	Entreprise Concernée par l'activité et les risques décrits
TCE	Tous Corps d'Etats
CES	Corps d'Etats Secondaires
CP	Compte prorata
SO	Sans objet

Par intervention :

Installation :

- Le titulaire réalise les travaux au titre de son marché, en assure les études de mise en oeuvre, les vérifications techniques réglementaires et la levée des réserves éventuelles.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, le(s) décisionnaire(s) demandant cette application sera précisé.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

Entretien :

- Les dépenses correspondantes seront attribuées au lot indiqué, comprenant toutes reprises, compléments et apports complémentaires afin d'assurer son objet initial, vérifications techniques complémentaires suivant besoins et la levée des réserves éventuelles.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

5. MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

5.1	MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)	2
5.1.1	Contraintes d'environnement	2
5.1.1.1	Particularités du site	2
5.1.1.2	Réseaux	3
5.1.1.3	Conditions d'accès au site	3
5.1.1.4	Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	4
5.1.1.5	Nature et préparation du terrain	4
5.1.1.6	Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	4
5.1.1.7	Etablissements industriels, commerciaux, de proximités	4
5.1.1.8	Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	5
5.1.1.9	Prévention liée à la présence d'amiante	6
5.1.1.10	Prévention liée à la présence de plomb	7
5.1.1.11	Prévention liée au risque de noyade	7
5.1.1.12	Prévention liée aux chaleurs intenses	7
5.1.2	Organisation générale du chantier	9
5.1.2.1	Installations de chantier : Généralités	9
5.1.2.2	Installations de chantier : Voiries et Réseaux Divers Préalables	10
5.1.2.3	Installations de chantier : Base vie	11
5.1.2.4	Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	12
5.1.2.5	Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier	13
5.1.2.6	Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)	14
5.1.2.7	Circulations sur le chantier	15
5.1.2.8	Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	15
5.1.2.9	Nettoyage et Gestion des déchets	16
5.1.2.10	Conditions de manutentions des matériaux et matériels	17
5.1.2.11	Moyens mis en commun : Echafaudages	17
5.1.2.12	Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	19
5.1.3	Consignes communes à toutes les entreprises	20
5.1.3.1	Protections collectives	20
5.1.3.2	Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises	21
5.2	MESURES DE PREVENTION PAR PHASE	23
5.2.1	Phase Préparation	23
5.2.2	Phase ITE – aménagement intérieur – menuiseries extérieures	24
5.3	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	25
5.3.1	Affichage « En cas d'accident »	25
5.3.2	Projet de Plan d'Installation de Chantier	26
5.3.3	Retours des concessionnaires (DT) et informations sur les réseaux transmises par les exploitants	26
5.3.4	Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)	27

5.1 MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)

5.1.1 Contraintes d'environnement

5.1.1.1 Particularités du site	Installation	Entretien
Site de type Urbain		
Bâtiments mitoyens <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Localisation : Centre des finances de Soyaux Contraintes dues aux mitoyens : - Présence du personnel du site	TCE	TCE
Voies de circulation Noms des voies de circulation : - 1 Rue de la Combe 16800 Soyaux		
Servitudes <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non ➤ Servitudes d'accès intérieur, pour les piétons. ➤ Servitudes d'accès intérieur, pour les véhicules particuliers. ➤ Servitudes d'accès intérieur, pour les services de secours éventuels.	TCE	TCE

5.1.1.2 Réseaux	Installation	Entretien
Les déclarations de travaux et les coordonnées des concessionnaires sont disponibles sur le guichet unique : www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr		
Déclaration de projet de travaux (DT) <u>Déclaration de projet de travaux aux concessionnaires :</u> Transmise par le Maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non le Les réponses des concessionnaires se trouvent en annexe	MO	MO
Déclarations d'Intention de Commencements de Travaux (DICT) Les différentes Déclarations d'Intentions de Commencements de Travaux seront adressées, en temps opportun aux différents services concessionnaires et services techniques municipaux. Le rappel des consignes de l'encadrement aux intervenants chantier devra être formalisé.	EC	EC
Réseaux connus par le CSPS à la rédaction du présent PGC <u>Réseaux enterrés connus :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none"> • Suivant plan de récolement transmis par le Maître d'ouvrage • Suivant renseignements recueillis par le Maître d'œuvre Contraintes dues aux réseaux enterrés sur l'emprise du projet : Risques d'électrocution, explosion ou incendie lors des travaux de terrassement : <ul style="list-style-type: none"> • Repérer (baliser, marquer) le parcours des canalisations et l'emplacement des installations de façon très visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures ou tous autres dispositifs ou moyens équivalents. Ce balisage est réalisé avant le début des travaux et maintenu pendant toute leur durée. • Dévoyer les réseaux <u>Réseaux aériens connus :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none"> • Suivant plan de récolement transmis par le Maître d'ouvrage • Suivant renseignements recueillis par le maître d'œuvre Veiller à la présence de réseaux aériens sur la voie (problème d'approvisionnement, de montage de grue, d'échafaudage, etc...) Contraintes dues aux lignes aériennes électriques sur l'emprise du projet : Risques d'électrocution, mise en œuvre des prescriptions minimum suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Délimitation de la zone de non accès le long de la ligne en respectant les distances de sécurité, au moyen d'un balisage par grillage orange hauteur 1 mètre. • Mise en place de chaque côté de la ligne, de gabarits de passage conservant la distance de sécurité réglementaire en vue de passer sous la ligne. • Le cas échéant, attente intervention isolation ou consignation du réseau par le concessionnaire concerné avant de débiter les travaux 		
5.1.1.3 Conditions d'accès au site	Installation	Entretien
Voie d'accès au chantier ➤ Voies existantes d'accès : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none"> • Localisations : Accès du site • <u>Entretien général</u> : goudronné correct • 	TCE	TCE

5.1.1.3 Conditions d'accès au site	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
Parkings ➤ Véhicules chantier : <ul style="list-style-type: none"> Uniquement dans l'enceinte du chantier qui sera identifié ➤ Véhicules personnels : <ul style="list-style-type: none"> Interdits dans l'enceinte du chantier pendant toute la durée du chantier 	TCE	TCE
	TCE	TCE

5.1.1.4 Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
➤ Information des usagers ➤ Mise en œuvre préalable d'une signalisation routière, temporaire de chantier (panneaux, feux) ➤ Emprise d'une zone de chantier (stockage, bennes, bungalows) ➤ Emprise à prévoir pour PEMP (plateforme élévatrice mobile de personnel). ➤ Emprise pour mise en œuvre d'échafaudages extérieurs	EC	EC

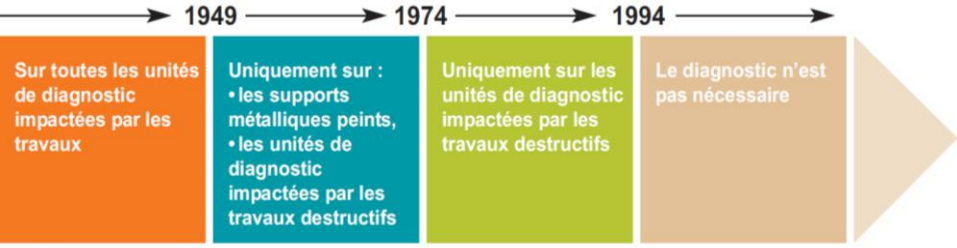
5.1.1.5 Nature et préparation du terrain	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
ETUDE GEOTECHNIQUE Transmise par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		
RAPPORT POLLUTION DES SOLS Transmis par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.1.6 Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.1.7 Etablissements industriels, commerciaux, de proximités	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.1.8 Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	Installation	Entretien
<p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Type d'activités : Centre des finances publiques de Soyaux</p> <p>Contraintes d'activités</p> <p>Consignes et organisation de sécurité propres à l'établissement transmises lors de l'inspection commune réalisée avec le chef d'établissement</p> <p>Les contraintes liées à l'activité du site sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Information préalable aux interventions : L'établissement restera pendant toute la durée du chantier en activité. Toute coupure de fluides de quelque nature que ce soit, ou intervention risquant de produire des nuisances sonores, vibratoires ou de circulations internes ou externes devra impérativement faire l'objet d'une information préalable, et d'un accord écrit du Maître d'ouvrage, ou par l'intermédiaire des comptes rendus de réunions hebdomadaires de chantier. ➤ Organisation des circulations : Un plan d'installation de chantier avec zone de stationnement, stockage sera réalisé ➤ Délimitation des zones de travaux ou à risques particuliers : toutes les zones de travaux seront clôturées ➤ Croisement de flux : Identification des zones d'accès pour le personnel du site ➤ Délimitations provisoires de zones de chantier : ➤ Accès des véhicules et approvisionnements : Voir PIC ➤ Maintien en exploitation des bâtiments et réseaux : Procédure de coupure d'un réseau par une entreprise : se conformer explicitement à la procédure précisée dans les CCTP de la Maîtrise d'œuvre. ➤ Conservation et balisage des issues de secours : Les sorties de secours ne devront pas être entravées. Un tunnel de protection sera mis en place 		

5.1.1.9 Prévention liée à la présence d'amiante	Installation	Entretien
<p>Pour tout bâtiment impacté par les travaux dont le permis de construire est antérieur au 1er Juillet 1997, un rapport de repérage amiante avant travaux prévu aux articles L4412-2 et R4412-97 doit être fourni au CSPS et ses conclusions doivent être intégrées au PGC.</p> <p>RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti / avant démolition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A été réalisé le : 12/11/2025 - Par la société : ALPES CONTROLES - Il porte la référence : 160-B-2025-001Q <p>Conclusion du diagnostic amiante :</p> <p>Présence de matériaux contenant de l'amiante : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>	MO	

5.1.1.10 Prévention liée à la présence de plomb	Installation	Entretien
<p>Selon la directive de la DIRECCTE CENTRE de mars 2014 le Diagnostic plomb avant travaux est obligatoire dans les conditions suivantes :</p> <p>La date de construction des bâtiments impactés par les travaux et la nature des travaux imposent le diagnostic plomb selon le tableau suivant.</p>  <p>RAPPORT DE DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>Aucun rapport de diagnostic reçu à ce jour suite à la demande formulée auprès du maître d'ouvrage sur le registre journal le : 08/09/2025</p> <p>Le diagnostic plomb :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A été réalisé le : - Par la société : - Il porte la référence : <p>Conclusion du diagnostic plomb :</p> <p>Présence de matériaux contenant du plomb <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Pour toute intervention sur des matériaux contenant du plomb, respecter l'ED 909.</p> <p>Liste des matériaux contenant du plomb :</p> <p>Voir diagnostic plomb joint en annexe.</p>	MO	

5.1.1.11 Prévention liée au risque de noyade	Installation	Entretien
<p>RISQUE DE NOYADE :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>		

5.1.1.12 Prévention liée aux chaleurs intenses	Installation	Entretien
<p>Application du décret 2025-482 du 27 mai 2025</p> <p>L'épisode de chaleur intense est défini, dans des conditions déterminées par arrêté des ministres chargés du travail, de l'environnement et de l'agriculture, par référence à un dispositif développé par Météo-France pour signaler le niveau de danger de la chaleur. (Référence Art. R. 4463-1, du code du travail)</p> <p>Il en découle des obligations comme l'intégration de ces risques au PGC mais aussi pour les employeurs avec la mise à jour des PPSPS en conséquence.</p>	Tous	

5.1.2 Organisation générale du chantier

5.1.2.1 Installations de chantier : Généralités	Installation	Entretien
Panneau de chantier		
Mise en place d'un panneau réglementaire incluant l'ensemble des intervenants du chantier et leurs coordonnées suivant CCTP	ITE	ITE
Plan d'Installation de Chantier (PIC)		
<p>➤ Projet de Plan d'Installation de Chantier (cf. 5.3.)</p> <p>➤ Le Plan d'Installation de Chantier sera à soumettre pour visa au Maître d'œuvre et avis au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier, sur la base du projet précité.</p> <p>Le Plan sera décomposé au minimum, suivant les phases distinctes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Phase d'aménagements intérieurs • Phase d'aménagements extérieurs <p>Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Installations générales de chantier • Base vie (vestiaires, réfectoires et sanitaires répartis sur toute la surface du chantier), • Parkings des véhicules personnels • Parkings véhicules chantier • Zone containers et bungalows entreprises • Voies de circulation • Position des clôtures de chantier, du portail d'accès • Position de la signalisation de chantier : extérieure, intérieure • Position des engins de levage, pendant toute la durée du chantier : <ul style="list-style-type: none"> ○ Position de base ○ Zones d'évolution ○ Zones d'interférences ○ Zones d'interdiction de survol • Emplacement du/des poste/s de préfabrication • Emplacement des aires de stockage : <ul style="list-style-type: none"> ○ Stockage matériel ○ Stockage tampon de matériaux • Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets • Position de l'armoire principale de l'installation électrique • Toute indication supplémentaire demandée pendant la phase de préparation, par le MO, le MOE, le CSPS <p>➤ Diffusé à chaque mise à jour à tous les intervenants, avec affichage dans les bureaux de chantier.</p>	<p>CSPS MOE</p> <p>ITE</p> <p>ITE</p>	<p>ITE</p> <p>ITE</p>
Registre de Sécurité de Chantier		
<p>➤ Le registre de sécurité, pour les engins collectifs de chantier, installations électriques provisoires, appareils de levage, échafaudages, sera ouvert et disponible sur le chantier, incluant les comptes rendus de visites de vérifications, les levées de réserves, les rapports techniques à jour, notice de montage et de calculs des échafaudages et les PV de réception.</p> <p>➤ Le registre des observations sera ouvert et disponible à tous pendant toute la durée du chantier dans les bureaux du chantier.</p>	ITE	ITE
<p>➤ Le registre de sécurité pour les engins de chantier par lot, appareils de levage, échafaudages, etc., sera ouvert et disponible sur le chantier, incluant les comptes rendus de visites de vérifications, les levées de réserves, les rapports techniques à jour, notice de montage et de calculs des échafaudages et les PV de réception.</p>	EC	EC

5.1.2.3 Installations de chantier : Base vie	Installation	Entretien
Locaux communs à toutes les entreprises		
<p>➤ Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, entreprises), ci-dessous désignés doivent obligatoirement être mis en place pendant la période de préparation de chantier. Cette base vie devra impérativement être opérationnelle jusqu'à la fin de chantier.</p> <p>➤ Ces locaux devront être implantés en dehors du périmètre d'influence ou de risques notamment des zones d'activités (hors zone d'évolution des engins de levage, zone de forte circulation de production, zone de forte circulation aux stockages).</p> <p>➤ Coûts de location, mise en œuvre et branchements des cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats et locaux Maîtrise d'œuvre, OPC, CSPS, déplacements en cours de chantier par phases générales définies par l'OPC et enlèvement en fin de chantier.</p> <p><u>Ces locaux devront comprendre :</u></p> <p>➤ Cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats, éclairés, chauffés et aérés, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 cabinet et 1 urinoir, ou 2 cabinets pour 20 personnes (chantier > 4 mois), <u>OU</u> minimum 1 cabinet chimique pour 10 personnes (chantier < 4 mois), • 1 lavabo pour 10 personnes, • 1 douche pour 8 personnes (travaux salissants, démolition) • 1 point d'eau potable à disposition ou 3 litres au moins par jour et par travailleurs • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un wc et un lavabo devront être installés en plus de l'installation de base <p>➤ Cantonnements pour vestiaires et réfectoires pour Tous Corps d'Etats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vestiaires : 1,25m² + 1 armoire par salarié • Réfectoire : 1, 50m² par salarié + équipements adaptés • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un vestiaire spécifique devra être installé en plus de l'installation de base <p>➤ Salle de réunion de chantier éclairée, chauffée et aérée, conforme au CCTP.</p>	ITE	ITE
<p>➤ Tous les cheminements piétons praticables par tous les temps et sécurisés, à l'ensemble des cantonnements précités devront être prévus.</p> <p>➤ La configuration et l'environnement du site exigent une rationalisation des surfaces pour le chantier, aussi il est impératif de transmettre, pendant la période de préparation du chantier, les besoins de chaque entreprise. Toute demande d'une entreprise après la période de préparation, sera examinée au cas par cas, et pourra être refusée.</p> <p>➤ Emprise de principe proposée : 10m x 10m</p> <p>➤ Coûts exploitation (Consommables)</p>	ITE EC CSPS ITE-CP	ITE EC ITE-CP
Locaux Privatifs Entreprises :		
<p>➤ Coûts de location, mise en œuvre et branchements des Locaux Privatifs Entreprises pour chaque corps d'état secondaire TCE, déplacements en cours de chantier par phase générale définie par l'OPC et enlèvement en fin de chantier</p> <p>➤ Chaque entreprise doit indiquer pendant le mois de préparation de chantier, l'emprise exacte et le nombre de bungalows qu'elle prévoit de mettre en œuvre, pour organiser ses installations futures. Bureau de chantier propre à chaque entreprise, bungalow stockage matériel, etc.</p>	EC EC	EC EC

5.1.2.4 Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage		Installation	Entretien
<u>Clôture de chantier</u>			
➤ Mise en place d'une clôture provisoire de chantier, avec portails d'accès, y compris toutes plates formes de base vie : <ul style="list-style-type: none"> Type de clôture : Clôtures HERAS Localisation : à définir durant la phase de préparation Pour chaque zone de chantier 		ITE	ITE
➤ Cloisonnement et portes provisoires, mise en place et déplacements en fonction des différentes phases du chantier, afin de délimiter les zones d'interventions dans les bâtiments existants concernés par les travaux, dans tous les niveaux		AMINT	AMINT
<u>Signalisation et Balisage</u>			
➤ Signalisation à l'extérieur du site : <ul style="list-style-type: none"> Entrée / Sortie de chantier, dans chaque sens de la circulation en signalisation d'approche et de positionnement Fléchage du chantier 		ITE	ITE
➤ Signalisation au droit des clôtures : <ul style="list-style-type: none"> Panneaux « Chantier interdit au public » : aux accès et en bordure de voirie Panneaux « Sortie de camions » : aux accès du site 		ITE	ITE
➤ Autres éléments de signalisation : <ul style="list-style-type: none"> Une signalisation et un balisage pour la mise en sécurité des travailleurs doit être mise en place 		ITE	ITE
➤ Signalisation à l'intérieur du site, pour les véhicules : <ul style="list-style-type: none"> Accès aux bâtiments Accès aux cantonnements depuis l'accès principal 		ITE	ITE

5.1.2.5 Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<u>Bureau de trafic et de contrôle d'accès</u>		
Prévu par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		
<u>Gardiennage du chantier</u>		
Prévu par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.2.6 Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)		Installation	Entretien
<u>Installation électrique générale de chantier</u>			
➤ Source : <ul style="list-style-type: none"> Au sens de la mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé, la source s'entend à la limite d'emprise du chantier. Réseau EDF Transformateur Public EDF / Privé 		EC	EC
➤ Les liaisons depuis l'armoire générale du chantier vers les différentes armoires générales par bâtiment s'effectueront sous fourreaux apparents ou enterrés.			
➤ Coûts exploitation (Consommables)		EC - CP	EC - CP
<u>Installation électrique secondaire de chantier</u>			
➤ Source : Armoires générales par bâtiment ➤ Coffrets de chantier : répartis aux différents niveaux distribués depuis les colonnes montantes des cages d'escaliers et ne nécessitant pas l'utilisation de rallonge de plus de 25 m pour les différents travaux. Aucune rallonge défectueuse ou équipement portatif défectueux ne sera tolérée sur le chantier. Dans le cas contraire, ceux-ci seront automatiquement mis au rebut.		EL	EL
<u>Eclairage provisoire</u>			
➤ Eclairage extérieur : Les éclairages extérieurs devront permettre une accessibilité aisée sur toutes les circulations de l'ensemble du chantier, pour les véhicules et pour les piétons (travailleurs).		ITE	ITE
➤ Eclairage intérieur : Les éclairages intérieurs protégés (hublots) seront mis en œuvre à l'avancement du lot GO et devront permettre une accessibilité aisée sur toutes les circulations horizontales et verticales (notamment au sein des cages d'escalier) de l'ensemble du chantier. L'ensemble des travaux doit être réalisé dans des conditions d'éclairage suffisantes. Pour les besoins du chantier et pour certaines interventions il sera obligatoirement réalisé un éclairage temporaire d'appoint.		EL	EL
<u>Vérification de conformité :</u>			
➤ Les installations électriques et l'éclairage de chantier devront être vérifiées par un organisme agréé avant toute mise en service. Les réserves éventuelles devront impérativement être levées par le chef d'entreprise du lot concerné avant toute utilisation.		ITE EL	ITE EL
<u>Estimation du besoin de puissance :</u>			
➤ Chaque entreprise devra indiquer pendant la période de préparation de chantier ses besoins en puissance électrique pour la réalisation de ses travaux. L'absence d'information vaudra acceptation des puissances disponibles mises en œuvre par l'entreprise en charge de cette installation, sur la base des informations recueillies dans les pièces écrites.		EC	EC

5.1.2.7 Circulations sur le chantier	Installation	Entretien
Circulations verticales extérieures		
➤ Mise en œuvre de tunnels de protections au niveau des entrées et sorties des bâtiments	ITE	ITE
➤ Mise en place d'échafaudage en façade permettant l'accès en toiture	ITE	ITE
➤ Echelles d'accès ponctuels et réglementaires		
Les accès échelles devront être strictement limités aux accès ponctuels et sans manutentions manuelles et devront dans ce cas respecter les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Echelle dépassant le niveau à atteindre de 1.00 m, fixée en tête et en pied • Aménagement d'une plate-forme protégée par garde-corps au niveau à atteindre • Echelle d'accès des personnels uniquement (pas de matériau ou de matériel porté) Une échelle n'est pas un poste de travail	EC	EC
➤ Utilisation de l'ascenseur existant sous réserve de le protéger et nettoyer	CP	CP

5.1.2.8 Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	Installation	Entretien
➤ Les localisations et les emprises exactes des zones de stockage ou d'entreposage, seront étudiées avec le MOE et le CSPA en phase de préparation, sur proposition de chaque entreprise.	TCE	TCE
➤ La configuration et l'environnement du site exigent une rationalisation des surfaces pour le chantier, aussi il est impératif de transmettre, pendant la période de préparation du chantier, les besoins de chaque entreprise. Toute demande d'une entreprise après la période de préparation, sera examinée au cas par cas, et pourra être refusée.	TCE	TCE
➤ Tout stockage ou entreposage, devra être correctement calé ou stabilisé avec des moyens adaptés aux équipements ou matériaux, évitant tout renversement.	EC	EC
➤ Les circulations devront rester libres de tous stockages ou autres.	TCE	TCE

5.1.2.9 Nettoyage et Gestion des déchets	Installation	Entretien
<u>Nettoyage de chantier</u>		
Le chantier sera nettoyé quotidiennement et au fur et à mesure du déroulement des <u>TRAVAUX</u> .	EC	EC
Chaque entreprise DOIT impérativement débarrasser ses propres déchets de chantier, au fur et à mesure de leurs productions.	EC	EC
<p>Les nettoyages devront être effectués conformément aux principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nettoyage général phase ITE ➤ Nettoyage général phase Exécution Corps d'Etats Secondaires ➤ Entretien, nettoyage quotidien cantonnements Tous Corps d'Etats et hebdomadaire salle de réunion de chantier ➤ Nettoyage sur injonction : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO ➤ Défaillance d'une entreprise : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO ➤ Défaillance d'évacuation des déchets de plusieurs entreprises sans pouvoir affecter celle-ci à un lot précis : travaux ordonnés à une entreprise extérieure ou à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO ➤ Nettoyage des abords et toute zone du chantier : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO 	<p>ITE</p> <p>EC</p> <p>GO-CP</p> <p>A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier</p> <p>A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier</p> <p>A charge CP consigné sur le CR chantier</p> <p>ITE-CP</p>	<p>ITE</p> <p>EC</p> <p>GO-CP</p> <p>A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier</p> <p>A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier</p> <p>A charge CP consigné sur le CR chantier</p> <p>ITE-CP</p>
<u>Conditions de stockage, d'élimination et d'évacuation des déchets</u>		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place de bennes ou de containers spécifiques pour ITE avec signalétique suivant le type de déchets. <ul style="list-style-type: none"> • Localisation : au plus proche des accès (selon PIC) ➤ Mise en place de goulottes en façades 	<p>ITE - CP</p> <p>EC</p>	<p>ITE - CP</p> <p>EC</p>

5.1.2.11 Moyens mis en commun : Echafaudages	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<i>Installation</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Montage d'échafaudage de façade dont l'objectif sera : Mise en commun des échafaudages pour assurer des plates-formes de travail pour les entreprises intervenant sur les façades des bâtiments et formant garde-corps en rive de toiture et auvents. ➤ Les échafaudages seront conformes au décret 924-2004 du 1er septembre 2004 et à la recommandation R408 de la CNAMTS ➤ L'implantation de l'échafaudage doit être située au maximum à 20 cm de la façade, dans le cas contraire, des garde-corps intérieurs devront être installés ➤ Mise en place au droit des entrées des bâtiments, de protections contre les chutes d'objets (auvents, filets...) 	ITE	ITE
<i>Vérification avant mise à disposition</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ S'assurer et mettre à disposition sur l'échafaudage la fiche de vérification du montage de l'échafaudage. 	ITE	ITE
<i>Convention de mise à disposition et d'utilisation</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'installateur proposera dès la phase de préparation le matériel qu'il prévoit de mettre à disposition pour le chantier, et proposera également une convention de mise à disposition et d'utilisation de celui-ci. 	ITE	ITE
<i>Pour chaque entreprise utilisatrice (hors installateur)</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Planifier ses interventions en tenant compte de la période de mise à disposition des échafaudages. ➤ Indiquer à l'entreprise installatrice, par l'intermédiaire de l'OPC, pendant la période de préparation du chantier, ses besoins relatifs à une utilisation des échafaudages. Les données à transmettre seront les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Niveau des plateaux en fonction de ses travaux • Surcharge utile nécessaire à la réalisation de ses travaux 	EC EC	EC EC

5.1.2.12 Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
Consignes – Services d'urgences ➤ Consignes à retrouver en affichage extérieure de la base vie Fiche d'appel des secours en annexe	ITE TCE	ITE TCE
Mesures d'évacuation ➤ L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire par ambulance en empruntant la voie d'accès préalablement dégagée.	TCE	TCE
Déclaration d'accident ➤ Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures) et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.	TCE	TCE
Orientation des secours ➤ Mise en place du balisage d'identification des étages et n° de locaux, et entretien jusqu'à la réception, y compris accès aux bâtiments.	ITE	ITE
Mesures de secours et de communication sur le site ➤ Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours ➤ Chaque entreprise disposera d'un téléphone toujours accessible sur le chantier.	TCE TCE	TCE TCE
Secouriste ➤ Il est exigé pour toute la durée du chantier, une présence d'un secouriste dans la proportion de 1 pour 20 salariés effectivement présents sur le chantier.	TCE	TCE

5.1.3 Consignes communes à toutes les entreprises

5.1.3.1 Protections collectives

Note préliminaire :

Les différentes mesures de protection collective, sont décrites pour celles qui sont à mettre en œuvre obligatoirement, dans le "**Chapitre 5.2 - Mesures de prévention par phase**" et dans l'ensemble des chapitres précédents.

Chacune d'entre elles est à la **charge d'une entreprise définie**, celle-ci assure sa mise en œuvre, sa maintenance, son retrait.

Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :

- Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque (garde-corps sur trémie ascenseur remplacé par les portes définitives de l'ascenseur par exemple)
- Après suppression du risque en cours de chantier
- Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective : respecter la procédure **ci-après**.

Retrait provisoire d'une protection collective :

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui, pour l'exécution de sa tâche, doit momentanément modifier une protection collective, **doit obligatoirement** :

- Dispositions préalables :
 - Informer préalablement le Coordonnateur SPS, la maîtrise d'œuvre
 - Justifier le retrait de la protection collective en place par l'impossibilité d'exécuter sa tâche par quelque moyen que ce soit
 - Proposer la mise en œuvre d'une autre protection collective d'un niveau équivalent
 - Indiquer les éventuels moyens de protection individuelle à adopter temporairement, ou pendant toute la durée de la tâche, pour son personnel ainsi que pour celui d'autres entreprises éventuellement
- Méthodologie :
 - Mettre en œuvre la nouvelle protection collective
 - Déposer la précédente
 - Maintenir pendant toute sa durée d'intervention la nouvelle protection mise en œuvre
 - Réaliser son intervention
 - Remettre en œuvre l'ancienne protection collective
 - Déposer la protection remplaçante

Autres protections collectives :

Dans le cas où l'évolution du chantier, par modification de planning par exemple, impliquerait la modification ou l'ajout d'une nouvelle protection collective, une entreprise sera désignée par le Maître d'œuvre après concertation avec le Coordonnateur SPS et les entreprises concernées afin d'installer et entretenir celle-ci.

Règles de responsabilité des protections collectives :

	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
➤ Mise en œuvre des protections collectives par lot à l'avancement. Chaque entreprise est tenue de mettre en place les protections collectives des ouvrages qu'elle bâtit.	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective par le lot titulaire de l'installation	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective due à une autre entreprise que celle installatrice	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)

5.1.3.2 Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises

Les dispositions suivantes sont à respecter par TOUTES les entreprises (titulaires, sous-traitantes ou travailleurs indépendants) :

Procéder avec le CSPS à une inspection commune :

- Pour cela, Il est nécessaire de disposer d'un ordre de service, ou d'une notification du marché.
- Demande de **réalisation d'une inspection commune** par l'entreprise prenant en compte sa date d'intervention et ses délais de réalisation de PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé), dans un délai compatible avec l'exercice de la mission du CSPS pour organiser le rendez-vous.
- ou sur convocation du CSPS par l'intermédiaire du Registre Journal de Coordination. Le CSPS reste juge de la date de programmation de l'Inspection Commune.
- Les intervenants restent totalement responsables d'une demande de réalisation anticipée si leur intervention est elle-même anticipée. En cas de manquement à une convocation pour une inspection, l'entreprise devient responsable de tout retard éventuel dû au respect de la procédure d'autorisation d'accès au chantier en matière de sécurité et de prévention de la santé.
- Chaque intervenant, titulaire ou sous-traitant, sera représenté par une personne informée des travaux à réaliser (conducteur de travaux ou chef de chantier) à même de décider des moyens de prévention à mettre en place et à transmettre ces informations aux équipes intervenantes.
- Préalablement à inspection commune, chaque intervenant diffusera au CSPS :
 - un projet de PPSPS décrivant les modes opératoires envisagés avec un planning et les mesures de prévention associées ;
 - la liste des travaux sous-traités ainsi que les coordonnées des sous-traitants

La forme des inspections commune sera décidée par le CSPS : Inspections communes individuelles ou par phase.

Rédiger et Transmettre son PPSPS ainsi que tout élément demandé par le CSPS lors de l'inspection commune, avant son intervention sur le chantier :

L'entreprise explicite sa méthodologie d'intervention dans son PPSPS, pour toute prestation incluse dans son marché, en respectant les exigences du PGC et les demandes formulées lors de l'inspection commune.

L'entreprise joindra à son PPSPS toutes les fiches de données de sécurité (FDS) des produits qu'elle prévoit d'utiliser, détaillera les méthodologies, les mesures de protection collectives qu'elle mettra en œuvre, ainsi que les risques exportés vers les autres intervenants et les parades mises en œuvre. Le cas échéant, un avenant complètera le PPSPS pour tout nouveau produit ou modification de produit par rapport au PPSPS initial.

Transmettre le PGC et son PPSPS à son sous-traitant éventuel :

- Organiser l'inspection commune de ses sous-traitants et demander l'agrément au MO pour chacun des sous-traitants.
- Transmettre à son personnel les informations de prévention à respecter, (connaissances du travail exact à effectuer, de la position des cantonnements et leurs équipements, des moyens d'alerte, des numéros de téléphone d'urgence et leur localisation, des procédures spécifiques d'évacuation, des consignes en cas d'accident ou d'incendie). Les intérimaires et fournisseurs sont soumis aux mêmes obligations que tout entrepreneur titulaire d'un marché de travaux agréé par le Maître d'ouvrage. Il est de la responsabilité pleine et entière de l'entreprise de procéder à l'accueil de ses intérimaires ou fournisseurs, par tout moyen approprié (note spécifique, procédure). Ces indications seront reportées dans le PPSPS de l'entreprise titulaire.
- Transmettre, au cours de toute l'opération plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés par le CSPS. En particulier, tous les rapports de contrôle réglementaire à la mise en service seront transmis avec la justification écrite de la levée de toutes les éventuelles remarques.

Modalités d'accès aux seules personnes autorisées, en matière de prévention :

Les personnes autorisées « sécuritairement » à accéder au chantier sont les personnels des entreprises titulaires ou sous-traitantes, qui sont :

- Informées par les entreprises :
 - Des mesures SPS contenues dans le PGC
 - Des mesures SPS recueillies lors de l'inspection commune avec le coordonnateur SPS
 - Des mesures SPS contenues dans le PPSPS de l'entreprise
- Respectueuses de l'ensemble de ces dispositions.

En cas de non-respect constaté des consignes SPS, les personnes en cause ne sont plus autorisées et le coordonnateur SPS peut être amené à prendre les dispositions suivantes :

- Arrêt du poste de travail
- Convocation immédiate de la personne en cause avec l'interlocuteur sécurité de l'entreprise, pour relecture des consignes
- Consignation dans le registre journal des événements et consignes reformulées, avec visa des personnes concernées
- Autorisation de la reprise du poste de travail

En outre, seuls les personnels des entreprises agréées par le maître d'ouvrage seront autorisés à accéder au chantier.

Travaux :

Durant toute l'opération, les entreprises doivent :

- Viser le Registre Journal
- Assurer la présence d'au minimum une personne de l'entreprise maîtrisant la langue française sur le chantier
- Transmettre tous plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés en cours de chantier par le coordonnateur.

5.2 MESURES DE PREVENTION PAR PHASE

Préambule

Ce chapitre est décomposé par phase de travaux. Pour chacune d'entre elle, en fonction des co-activités, l'analyse de risques se présente de la manière suivante dans les tableaux ci-dessous :

- Risque prévisible en fonction des tâches et éléments techniques connus à ce jour
- Mesures de prévention collectives pour la réalisation des travaux intégrant les risques liés à la co-activité à mettre en place en place par le lot.

Les mesures définies par phase se cumuleront en fonction de l'avancement du chantier, sans oublier les mesures générales définies dans les chapitres précédents.

Les entreprises (titulaires ou sous-traitantes chargées de travaux) devront impérativement expliciter dans leur PPSPS les méthodologies qu'elles prévoient de mettre en œuvre dans le cadre de leur analyse de risques. Cette méthodologie devra clairement expliciter le type de moyens correspondants nécessaires à la prévention des risques qui ressortent de l'analyse. Cette analyse, propre aux travaux de l'entreprise, devra **au minimum** reprendre les points énumérés ci-dessous.

5.2.1 Phase Préparation

Coactivité : Terrassement (VRD préalables) ; Gros œuvre ; Démolition ; Désamiantage ; Déplombage

<u>Phase préparation</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<i>Risques électriques</i> <ul style="list-style-type: none">➤ Etablissement des DICT auprès de tous les services concessionnaires➤ Contrôle des installations électriques de chantier, y compris des bases vie➤ Consignation ou neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre	EC ITE et EL EL	EC ITE et EL EL
<i>Risques liés à la présence de plomb</i> <ul style="list-style-type: none">➤ Identifier sur site les zones contenant du plomb après démolition/curage. Pendant les travaux : <ul style="list-style-type: none">➤ L'entreprise effectuera, avant le démarrage des travaux, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol.➤ Réaliser les travaux en l'absence de coactivité.➤ Intervention de personnel formé.➤ Isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur, par la mise en place d'un confinement, y compris SAS, notamment pour les travaux de démolition et de préparation des fonds de peinture contenant du plomb.➤ Interdire l'accès à la zone de travaux sur les ouvrages contenant du plomb➤ Installation à mettre en œuvre au démarrage des travaux : deux locaux aménagés en vestiaires collectifs situés près de la sortie des locaux impactés, le premier étant exclusivement réservé au rangement des vêtements de ville et le second au rangement des vêtements de travail. Des douches assurent la communication entre les deux vestiaires.➤ Mise en place de panneaux « interdiction de manger et de fumer en vêtement de travail » dans les parties communes du chantier. Après les travaux : <ul style="list-style-type: none">➤ Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre haute efficacité – balayage proscrit.➤ L'entreprise effectuera, <u>avant restitution</u> des locaux à une autre entreprise/occupants, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol.	Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.	Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.

5.2.2 Phase ITE – aménagement intérieur – menuiseries extérieures

Co activité : ITE , aménagement intérieur , menuiseries extérieures

Phase Gros œuvre – Hors d'eau et hors d'air	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
Risques de chute <ul style="list-style-type: none"> ➤ Baies libres <ul style="list-style-type: none"> • Maintien des protections collectives en ouverture de baies. La dépose de celles-ci sera conditionnée par la pose immédiate des menuiseries ou de garde-corps au fur et à mesure. Pose à deux compagnons, pour éviter la proximité vide, et utilisation un EPI avec arrimage sur système d'ancrage mobile en blocage 3 points : haut, bas et mur extérieur, ou autre procédé respectant les mêmes exigences en mode opératoire sécurisé. • Pose impérative des vitrages au fur et à mesure de la pose des menuiseries ➤ Toitures <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de garde-corps provisoires en périphérie de la toiture Les lisses doivent être rigides, non réalisées à l'aide de filets. 	MEX MEX PB	MEX MEX PB
Risques d'écrasement et de chute de matériels <ul style="list-style-type: none"> ➤ Balisage des zones en travaux en hauteur afin d'éviter les coactivités verticales par le passage de personnel ➤ Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation ➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol 	EC EC EC	EC EC EC
Risques d'incendie <ul style="list-style-type: none"> ➤ Extincteur adapté conservé à proximité des travaux par points chauds et surveillance pendant 2 heures après la fin de ces travaux. ➤ Les éléments inflammables sont à éloigner ou à protéger. 	EC	EC
Risque de chute de plain-pied <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nettoyage des zones de travail chaque jour 	TCE	TCE
Risques de brûlures <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place d'écrans dans le cas de proximité avec d'autres corps d'états 	EC	EC
Risques de blessures, émission de poussières <ul style="list-style-type: none"> ➤ Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation. ➤ Privilégier le captage à la source 	EC	EC

5.3.1 Affichage « En cas d'accident »



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18

Pompiers

112

Centre d'appels secours

15

Samu

et dites...

- 1 Ici chantier** RENOVATION ENERGETIQUE SITE DES FINANCES SOYAUX

À (commune ou arrondissement) SOYAUX

N° 1 Rue RUE DE LA COMBE

En face de

Téléphone
- 2 Précisez la nature de l'accident**

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
- 3 Signalez le nombre de blessés et leur état**

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.
- 4 Décrivez l'intervention du secouriste**

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...
- 5 Fixez un point de rendez-vous**

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.
- 6 Faites répéter le message**

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant leur **nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



5.3.2 Projet de Plan d'Installation de Chantier

A définir durant la phase de préparation

5.3.3 Retours des concessionnaires (DT) et informations sur les réseaux transmises par les exploitants

5.3.4 Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)

Pour la présente opération, le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (D.H.O.L.), dont la trame est présente ci-dessous, doit être mis en œuvre par les entreprises sur le chantier.

Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité

CSPS	Nom	BAUDRY MAXIME	Tél.	
Mise à jour	Date de modification		Eléments modifiés	

Partie à remplir par le CSPS			
Adresse chantier		Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)	
Contraintes horaires de livraisons			
Autres renseignements utiles (contraintes administratives,...)		Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)			
Nom de l'entreprise		Adresse siège	
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire	
Plages horaires de livraisons			
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier	Type
		<input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur	
Autres renseignements utiles			